

TANZANIE: ACTION LETTRE POUR ORIAISI PASILANCE NGIY'O (OLE NGIY'O)

LA DISPARITION D'UN MASAÏ DOIT FAIRE L'OBJET D'UNE ENQUETE

Oriaisi Pasilance Ngiy'o (Ole Ngiy'o) est un homme masai âgé de 84 ans. Il a été vu pour la dernière fois le 10 juin 2022 lors d'une manifestation contre les expulsions forcées de membres du peuple autochtone masai de leurs terres ancestrales à Loliondo, en Tanzanie.

Ole Ngiy'o a été blessé par balle par les forces de sécurité tanzaniennes lors de la manifestation contre les expulsions de Masaïs en Tanzanie. Il participait au mouvement de contestation de sa communauté contre le déclassement de 1'500 km² de terres ancestrales en zone de préservation de la faune. Une telle délimitation priverait plus de 70'000 membres de la communauté masai d'accès à leurs terres pastorales ancestrales. Les manifestant·e·x·s se sont retrouvé·e·x·s face aux forces de sécurité tanzaniennes qui ont fait usage de munitions réelles et de gaz lacrymogène afin de disperser le rassemblement. Ole Ngiy'o a été vu pour la dernière fois par sa famille et d'autres membres de la communauté sur le sol, après que les forces de sécurité lui ont tiré dans les deux jambes. Un témoin a vu un officier de police l'emmener dans un véhicule de police. On ignore à ce jour tout du sort réservé à cet homme et de l'endroit où il se trouve.

En novembre 2022, des avocat·e·x·s de la communauté masai ont déposé une requête en *habeas corpus* pour demander au tribunal d'ordonner aux autorités de présenter Ole Ngiy'o devant un tribunal ou de produire son corps. La requête reste au point mort car malgré une convocation, les officiers de police en cause ne se sont pas encore présentés devant la Haute Cour. Deux ans après les faits, le gouvernement n'a toujours pas fourni de réponse quant à la disparition d'Ole Ngiy'o.

PASSEZ À L'ACTION : DÉFENDEZ LES DROITS DE OLE NGIY'O !

- **Veillez écrire une lettre courtoise** en kiswahili, anglais ou français à la **présidente de la Tanzanie** pour lui demander de veiller à ce que son gouvernement ouvre sans délai une enquête sur les tirs à balle réelle contre Ole Ngiy'o, mais aussi pour faire la lumière sur son sort et le lieu où il se trouve. Demandez à la présidente de faire en sorte que la procédure liée à la requête en *habeas corpus* progresse, notamment en veillant à ce que les officiers de police concernés répondent aux convocations adressées par le tribunal.

→ **Formule d'appel** : Dear President Hassan, / Madame la Présidente,

→ **Modèle de lettre en français à la page 3.**

→ Un **modèle de lettre en anglais** est à disposition **en ligne sur [amnesty.ch](https://www.amnesty.ch)** :

- <https://www.amnesty.ch/fr/pays/afrique/tanzanie/documents/2024/action-lettre-pour-ole-ngiy'o>
- <https://www.amnesty.ch/fr/participer/ecrire-des-lettres/lettres-contre-l-oubli/docs/2024/septembre>
- Ou mettez les mots clés pour la recherche: 🔍 le **titre** de cet article ou le **nom de la personne**.

→ **Frais d'envoi**: Tanzanie: CHF 2.50 / Allemagne: CHF 1.90

LETTRE COURTOISE À

Présidente de la République unie de Tanzanie:

Samia Suluhu Hassan
President of the United Republic of Tanzania
1 Julius Nyerere Road
Chamwino
Dodoma
TANSANIA / Tanzanie

E-mail: press@ikulu.go.tz

COPIE À

Ambassade de la République-Unie de Tanzanie:

Botschaft der Vereinigten Republik Tansania
Eschenallee 11
D-14050 Berlin
DEUTSCHLAND / Allemagne

Fax: 004930/ 30 30 80-20

E-mail: berlin@tzeembassy.go.tz

ÉTATS-UNIS: ACTION LETTRE POUR STEVEN DONZIGER

UN AVOCAT ET DÉFENSEUR DES DROITS ENVIRONNEMENTAUX DOIT ÊTRE GRÂCIÉ

Steven Donziger est un avocat et environnementaliste américain qui a représenté les victimes d'une marée noire dans une affaire emblématique en Équateur. Il a été puni et arbitrairement détenu pour son engagement, entraînant une vague d'indignation internationale.

Steven Donziger, un avocat et défenseur des droits environnementaux qui a représenté avec succès des victimes de déversements de pétrole en Équateur par la compagnie pétrolière Chevron, a été poursuivi par le géant pétrolier aux États-Unis. Parce qu'il a refusé de se conformer à un jugement qui lui ordonnait de remettre ses appareils électroniques à Chevron, il a été déclaré coupable d'outrage à magistrat et détenu de façon arbitraire pendant presque trois ans en résidence surveillée ainsi que plusieurs mois en prison. Selon lui, les informations contenues dans les appareils en question auraient pu mettre en danger ses client·e·x·s. Les remettre à l'entreprise pétrolière aurait également compromis la confidentialité de ses échanges.

Le président Joseph Biden doit gracier Steven Donziger et protéger les défenseur·e·x·s de l'environnement contre les représailles des entreprises. Une grâce présidentielle permettrait à Steven Donziger de récupérer sa liberté de circulation (il a dû remettre son passeport aux autorités et il ne peut donc pas quitter les États-Unis pour poursuivre son travail au nom du peuple équatorien) et potentiellement de le protéger contre d'autres problèmes juridiques.

PASSEZ À L'ACTION : DÉFENDEZ LES DROITS DE STEVEN DONZIGER !

- **Veillez écrire une lettre courtoise** en anglais ou français **au président Biden** et exhortez-le à gracier Steven Donziger, déclaré coupable d'une infraction fédérale de catégorie B, et à veiller à ce qu'il puisse poursuivre son travail de défense des droits humains sans craindre de représailles.

→ **Formule d'appel** : Dear President Biden / Monsieur le Président,

→ **Modèle de lettre en français à la page 4.**

→ Un **modèle de lettre en anglais** est à disposition **en ligne sur amnesty.ch** :

- <https://www.amnesty.ch/fr/pays/ameriques/etats-unis/docs/2024/action-lettre-pour-steven-donziger>
- <https://www.amnesty.ch/fr/participer/ecrire-des-lettres/lettres-contre-l-oubli/docs/2024/septembre>
- Ou mettez les mots clés pour la recherche: 🔍 le **titre** de cet article ou le **nom de la personne**.

→ **Frais d'envoi** États-Unis: CHF 2.50

LETTRE COURTOISE À

President Joe Biden
The White House
1600 Pennsylvania Ave NW
Washington, DC 20500
USA / États-Unis

E-mail - par formulaire: <https://www.whitehouse.gov/contact>

↳ Si vous avez besoin d'une adresse aux États-Unis, veuillez écrire au bureau d'Amnesty USA : 1150 18th St NW #550, Washington, DC 20036, United States

Ligne de la Maison-Blanche dédiée aux commentaires :
(202) 456-1111

COPIE À

Ambassade des États-Unis d'Amérique
Sulgeneckstrasse 19
3007 Berne

Fax: 031 357 73 20

E-mail: bernpa@state.gov ; bern-protocol@state.gov

X/Twitter: /USEmbassyBern

FB: /USBotschaftBern

Expéditeur·rice·x:

Samia Suluhu Hassan
President of the United Republic of Tanzania
1 Julius Nyerere Road
Chamwino
Dodoma
TANSANIA

Lieu et date :

Concerne : Oriaisi Pasilance Ngiy'o (Ole Ngiy'o)

Madame la Présidente,

Je vous écris à propos du cas d'Oriaisi Pasilance Ngiy'o (Ole Ngiy'o), un homme de 84 ans de la communauté masaï, qui a été vu pour la dernière fois le 10 juin 2022 après avoir reçu plusieurs balles tirées par les forces de sécurité tanzaniennes lors de manifestations contre les expulsions forcées du peuple autochtone masaï de ses terres ancestrales à Loliondo.

Les forces de sécurité ont fait usage d'une force excessive, arbitraire et illégale, notamment de balles réelles et de gaz lacrymogènes, pour disperser la manifestation. Ole Ngiy'o a été vu pour la dernière fois par sa famille et d'autres membres de la communauté allongé sur le sol après avoir été blessé par balles aux deux jambes. Par la suite, un témoin a vu un policier emmener Ole Ngiy'o dans une voiture de police. La requête en habeas corpus déposée en novembre 2022 est au point mort car la police n'a pas encore comparu devant la Haute Cour, malgré sa convocation.

Deux ans après sa disparition, son sort et son lieu de détention restent inconnus.

Je vous demande donc respectueusement de veiller à ce que votre gouvernement ouvre immédiatement une enquête sur la fusillade et la disparition forcée d'Ole Ngiy'o afin d'établir son sort. En outre, je vous demande de bien vouloir soutenir l'avancée de *habeas corpus*, notamment en veillant à ce que les policiers concernés obéissent aux convocations du tribunal.

Dans cette attente, je vous prie de croire, Madame la Présidente, à l'expression de ma haute considération.

Copie:

Botschaft der Vereinigten Republik Tansania, Eschenallee 11, D-14050 Berlin, DEUTSCHLAND / Allemagne
Fax: 004930/ 30 30 80-20 / E-mail: berlin@tzembassy.go.tz

Expéditeur·rice·x:

President Joe Biden
The White House
1600 Pennsylvania Ave NW
Washington, DC 20500
USA

Lieu et date :

Concerne : Steven Donziger

Monsieur le Président

Je voudrais attirer votre attention sur le cas de Steven Donziger.

Steven Donziger, avocat et défenseur des droits environnementaux qui a représenté avec succès des victimes du déversement de pétrole en Équateur par la compagnie pétrolière Chevron, a ensuite été poursuivi par l'entreprise aux États-Unis. Il a refusé de se conformer à une ordonnance du tribunal lui demandant de remettre ses appareils électroniques à Chevron. Selon lui, une telle divulgation violerait la confidentialité des relations avocat-client et mettrait ses clients en danger. Il a été reconnu coupable d'outrage au tribunal et détenu arbitrairement pendant près de trois ans en résidence surveillée, ainsi que plusieurs mois en prison.

Une grâce de votre part, Monsieur le Président, rétablirait la liberté de mouvement de M. Donziger – son passeport a été confisqué par les autorités, il ne peut donc pas quitter les États-Unis pour continuer son travail au nom du peuple équatorien – et le protégerait de problèmes juridiques supplémentaires.

Je vous prie donc de gracier M. Donziger de sa condamnation pour délit fédéral de classe B et de veiller à ce qu'il puisse poursuivre son travail de défense des droits humains sans crainte de représailles.

Dans cette attente, je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'expression de ma haute considération.

Copie:

Ambassade des États-Unis d'Amérique, Sulgeneckstrasse 19, 3007 Berne
Fax: 031 357 73 20 / E-mail: bernpa@state.gov ; bern-protocol@state.gov / X/Twitter: /USEmbassyBern / FB: /USBotschaftBern